



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 27.3.2025
C(2025) 2001 final

Son Excellence
Monsieur Jean-Noël Barrot
Ministre de l'Europe et des Affaires
étrangères
37, Quai d'Orsay
F - 75351 Paris
France

Objet: Notification 2025/12/FR

Décret d'application de l'article 29 de la loi n°2024-449 du 21 mai 2024 visant à sécuriser et à réguler l'espace numérique

Émission d'observations prévues à l'article 5, paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/1535 du 9 septembre 2015

Monsieur le Ministre,

Dans le cadre de la procédure de notification prévue par la directive (UE) 2015/1535⁽¹⁾, les autorités françaises ont notifié à la Commission, le 9 janvier 2025, *le projet de décret d'application de l'article 29 de la loi n° 2024-449 du 21 mai 2024 visant à sécuriser et à réguler l'espace numérique* (ci-après dénommé «le projet notifié»).

Selon le message de notification, le projet notifié prévoit les conditions d'application de l'article 29 de la loi n° 2024-449 du 21 mai 2024 visant à sécuriser et à réguler l'espace numérique (ci-après dénommée «loi SREN», notifiée à la Commission sous les numéros de référence 2023/352/FR, 2023/461/FR et 2023/632/FR) ainsi que le délai de précision des règles et des modalités de mise en œuvre des exigences susmentionnées.

En particulier, le message de notification explique que la loi SREN a confié de nouveaux pouvoirs à l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (ARCEP) en ce qui concerne la réglementation des services d'informatique en nuage. Elle exige notamment des fournisseurs de services d'informatique en nuage qu'ils veillent à ce que leurs services respectent les exigences essentielles en matière d'interopérabilité, de portabilité et d'ouverture des interfaces de programmation d'applications. L'article 29 de la loi SREN confie à l'ARCEP la mission de préciser les règles et les modalités de mise en œuvre de ces exigences essentielles.

¹) Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, JO L 241 du 17.9.2015, p. 1.

Dans le cadre du projet notifié, la Commission a adressé aux autorités françaises, le 23 janvier 2025, une demande d'informations complémentaires afin d'obtenir des éclaircissements sur les mesures envisagées. Les réponses apportées par les autorités françaises le 5 février 2025 sont prises en considération dans la présente évaluation.

L'examen du projet notifié a amené la Commission à formuler les observations suivantes.

1. Introduction

Le projet notifié définit les exigences techniques et le cadre procédural concernant les règles et les modalités de mise en œuvre des exigences essentielles visées à l'article 28, paragraphe II, de la loi SREN. En particulier:

- Le projet notifié prévoit, à l'article 1^{er}, que l'ARCEP apporte les précisions requises après consultation du public, notamment par l'édition de spécifications d'interopérabilité et de portabilité visant à faciliter, dans la mesure du possible, l'interopérabilité des services d'informatique en nuage couvrant le même type de fonctionnalité et à améliorer la portabilité des actifs entre les différents services d'informatique en nuage. Cette même disposition du projet notifié prévoit également que ces règles et modalités seront précisées par l'ARCEP avant le 12 septembre 2025.
- En outre, le projet notifié prévoit, à l'article 2, que l'offre de référence technique d'interopérabilité, telle que visée à l'article 29, paragraphe II, de la loi SREN, comprenne, en particulier, les informations suivantes:
 1. les modalités disponibles pour le changement de fournisseur et le portage vers le service d'informatique en nuage, y compris les méthodes et les formats de changement de fournisseur et de portage disponibles, ainsi que les restrictions et les limitations techniques connues du fournisseur de services d'informatique en nuage à cet égard;
 2. les modalités de mise à disposition des informations visées à l'article 28, paragraphe II, point 3, de la loi SREN.

Le projet notifié poursuit le même objectif que les notifications précédentes des dispositions pertinentes de la loi SREN concernant la réglementation de la fourniture de services d'informatique en nuage en France.

La Commission partage l'objectif des dispositions notifiées visant à supprimer les obstacles techniques au changement de fournisseur de services d'informatique en nuage et au multinuage. La Commission note également que les objectifs des dispositions notifiées sont clairement alignés sur ceux du cadre juridique européen pour les services en ligne, en particulier le règlement (UE) 2023/2854 du 13 décembre 2023 concernant des règles harmonisées portant sur l'équité de l'accès aux données et de l'utilisation des données (ci-après le «règlement sur les données»)(²) et le règlement (UE) 2022/1925 (ci-après le «règlement sur les marchés numériques»)(³).

²() Règlement (UE) 2023/2854 du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2023 concernant des règles harmonisées portant sur l'équité de l'accès aux données et de l'utilisation des données et modifiant le règlement (UE) 2017/2394 et la directive (UE) 2020/1828 (règlement sur les données) (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

³() Règlement (UE) 2022/1925 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2022 relatif aux marchés contestables et équitables dans le secteur numérique et modifiant les directives (UE) 2019/1937 et (UE) 2020/1828 (règlement sur les marchés numériques) (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) (JO L 265 du 12.10.2022, p. 1).

Garantir des marchés équitables et contestables dans le secteur numérique, notamment en ce qui concerne les services en nuage, dans le marché intérieur de l'Union est l'une des principales priorités de la Commission, comme en témoignent en particulier les deux règlements rappelés ci-dessus. Si les services d'informatique en nuage venaient à être désignés comme contrôleurs d'accès en vertu du règlement sur les marchés numériques, le respect de ces règles par ces services serait essentiel pour garantir que les clients de services d'informatique en nuage aient libre choix et la capacité effective de passer sans discontinuité entre différents fournisseurs de ces services et de bénéficier de la possibilité de combiner les services de différents fournisseurs d'informatique en nuage («multinuage»).

3. Commentaires

En ce qui concerne le champ d'application du projet notifié, la Commission prend note des explications fournies par les autorités françaises dans leurs réponses à la demande d'informations complémentaires concernant l'éventuelle future notification au titre de l'article 3, paragraphe 4, de la directive 2000/31/CE. Dans ce contexte, la Commission rappelle la jurisprudence de la CJUE concernant la portée des mesures au titre de l'article 3, paragraphe 4, de la directive 2000/31/CE, qui ne devraient pas s'appliquer à une «catégorie de services donnés de la société de l'information décrite en des termes généraux et s'appliquant indistinctement à tout prestataire de cette catégorie» [soulignement ajouté]. Au contraire, toute demande adressée à des prestataires transfrontaliers établis dans d'autres États membres doit identifier avec précision les prestataires de services concernés, ainsi que l'État membre d'établissement, et satisfaire aux exigences énoncées à l'article 3, paragraphe 4, de la directive sur le commerce électronique.

Le règlement sur les marchés numériques établit des règles harmonisées ayant pour objectif de garantir des marchés contestables et équitables dans le secteur numérique dans l'ensemble de l'Union où des contrôleurs d'accès sont présents. Il s'applique à un ensemble de services de plateforme essentiels visés à son article 2, point 2, y compris les services d'informatique en nuage. Il prévoit également des obligations qui s'appliquent aux contrôleurs d'accès désignés, y compris des obligations liées à l'accès aux données par les entreprises utilisatrices, telles que les utilisateurs de services d'informatique en nuage, et des interdictions de restreindre le changement vers d'autres services, y compris les services en nuage.

Dans leur réponse à la demande d'informations complémentaires de la Commission, les autorités françaises ont confirmé que le projet notifié s'appliquerait également aux contrôleurs d'accès au sens du règlement sur les marchés numériques.

Au titre du règlement sur les marchés numériques, les États membres n'imposent pas d'obligations supplémentaires aux contrôleurs d'accès par voie législative, réglementaire ou de mesures administratives aux fins de garantir la contestabilité et l'équité des marchés.

Bien qu'à ce jour, aucune entreprise fournissant des services d'informatique en nuage n'ait été désignée comme contrôleur d'accès en vertu du règlement sur les marchés numériques, la Commission invite les autorités françaises à veiller à ce que le projet notifié n'établisse pas de règles imposant des obligations supplémentaires aux

contrôleurs d'accès fournissant des services d'informatique en nuage aux fins de garantir la contestabilité et l'équité des marchés. Imposer de telles obligations supplémentaires irait à l'encontre de l'effet d'harmonisation du règlement sur les marchés numériques et des obligations applicables aux contrôleurs d'accès, entraînant ainsi une fragmentation du marché intérieur et une insécurité juridique non seulement quant au cadre juridique européen en tant que tel, mais aussi quant à son application et à sa gouvernance.

La Commission invite les autorités françaises à tenir compte des observations ci-dessus dans le texte final du projet notifié et dans sa mise en œuvre.

La Commission rappelle par ailleurs aux autorités françaises qu'une fois le texte définitif adopté, elles doivent le communiquer à la Commission conformément à l'article 5, paragraphe 3, de la directive (UE) 2015/1535.

Veillez croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma haute considération.

Pour la Commission,

Roberto Viola
Directeur général

Direction générale des Réseaux de
communication, contenu et
technologies

